

## Arrêt

**n° 321 405 du 11 février 2025**  
**dans l'affaire X / VII**

**En cause :**        1.   X  
                             2.   X

**Ayant élu domicile :**        **au cabinet de Maître P. ROBERT**  
   **Rue Saint-Quentin 3/3**  
   **1000 BRUXELLES**

**contre :**

**l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration et désormais par la**  
**Ministre de l'Asile et de la Migration**

---

### **LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA VIII<sup>E</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 28 mars 2023, par X et X, qui déclarent être de nationalité pakistanaise, tendant à l'annulation des décisions de refus de visa, prises le 25 janvier 2023.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu le mémoire de synthèse.

Vu l'arrêt n° 291 390 du 4 juillet 2023.

Vu l'ordonnance du 17 décembre 2024 convoquant les parties à l'audience du 22 janvier 2025.

Entendu, en son rapport, N. CHAUDHRY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me S. JANSSENS *loco* Me P. ROBERT, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me M. MOUGEOLLE *loco* Me S. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause.**

1.1. Le 20 décembre 2021, les requérantes ont introduit une demande de visa long séjour en vue d'un regroupement familial avec leur père, [M.M.], de nationalité belge, auprès de l'Ambassade de Belgique à Islamabad.

1.2. Le 31 mars 2022, la partie défenderesse a pris deux décisions de refus de visa. Ces décisions ont été annulées par le Conseil de céans, aux termes de son arrêt n° 279 291 du 25 octobre 2022.

1.3. Le 25 janvier 2023, la partie défenderesse a, à nouveau, pris deux décisions de refus de visa. Ces décisions, qui leur ont été notifiées à une date indéterminée, constituent les actes attaqués et sont motivées comme suit :

- S'agissant de la première requérante :

« *Décision*

Résultat: Casa: rejet

(...)

*Commentaire: En date du 20/12/2021 une demande de visa de regroupement familial a été introduite sur base de l'article 40ter de la loi du 15/12/1980 concernant l'accès, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, au nom de Madame [I.] née le [...] /11/2003, de nationalité pakistanaise, en vue de rejoindre en Belgique son prétendu père Monsieur [M.M.] né le [...] /10/1960, de nationalité belge.*

*En date du 30/03/2022 l'Office des Etrangers a rejeté cette demande de visa. Cette décision de rejet a ensuite été annulée par le Conseil du Contentieux des Etrangers en date du 25/10/2022 (arrêt n° 279 291). Il s'impose donc de prendre une nouvelle décision.*

*Afin de prouver le lien de filiation, la requérante a produit un acte de naissance N° [...] dressé le 10/08/2009 au Pakistan par le " Field Office " n°7 Karianwala du Tehsil Council Gujrat (local government n°10502) sur base d'une déclaration de Monsieur [M.]. La requérante est donc née le [...] /11/2003 mais sa naissance n'a été déclarée que le 10/08/2009 par Monsieur [M.] qui était alors belge et marié avec une ressortissante belge, Madame M.M. depuis 1998, jusqu'à leur divorce en 2012.*

*Considérant que l'article 62. § 1er de la loi portant le Code de Droit international privé prévoit que l'établissement et la contestation de paternité ou de maternité d'une personne sont régis par le droit de l'Etat dont elle a la nationalité au moment de la naissance de l'enfant ou, si cet établissement résulte d'un acte volontaire, au moment de cet acte.*

*Or, en l'espèce, l'établissement de l'acte de naissance résulte d'un acte volontaire à savoir une déclaration devant les autorités pakistanaise en date du 10/08/2009. Que le document de légalisation du Consulat Général de Belgique à Islamabad indique en outre que " l'acte de naissance est établi sur base de déclaration tardive ". Or, Monsieur [M.] étant belge depuis le 26/07/2004, c'est donc en droit belge que la filiation doit être établie.*

*Considérant qu'à l'appui de sa demande, la requérante joint un courrier de son avocat daté du 21/09/2021 dans lequel ce dernier soutient que " l'établissement de l'acte de naissance des enfants n'équivaut pas à l'établissement de la paternité. La paternité de Monsieur [M.] à l'égard de ses enfants était établie dès leur naissance, sur base de son mariage avec Madame [R.]. Monsieur [M.] n'a accompli aucun acte postérieurement à la naissance de ses enfants pour établir sa paternité. ". L'avocat de la requérante ajoute que " ce second mariage (avec la ressortissante belge Mme M.M.), n'a pas pour effet d'invalider le premier mariage de Monsieur [M.] avec Madame [R.], célébré dans le respect du droit pakistanaise (article 46 Codip). Il n'a pas non plus pour effet d'invalider la filiation établie sur base du mariage de Monsieur [M.] avec Madame [R.].*

*Considérant qu'en date du 01/08/2022 le Parquet de Bruxelles a rendu un avis négatif quant à la reconnaissance du mariage conclu en 1996 au Pakistan avec Madame [R.] (référence Parquet [...]). Le Parquet du Procureur du Roi de Bruxelles a estimé que le mariage de Monsieur [M.] et Madame M.M entre 1998 et 2012 s'opposait à la reconnaissance du mariage conclu avec Madame [R.] en 1996, bien que ce dernier soit antérieur, contredisant ainsi l'argument avancé par l'avocat de la requérante dans ledit courrier du 21/09/2021. Le premier substitut du Procureur précise dans cet avis que :*

*" J'estime que l'existence de ce dernier mariage anno 1998 [avec Madame M.M.] , dissous en Belgique même (Gand), jamais annulé et jusqu'alors seul connu dans l'ordre juridique belge - où il a d'ailleurs valu son titre d'établissement à M. [M.]-, s'oppose à la reconnaissance rétrospective d'un quelconque mariage étranger " concurrent ", fût-il même antérieur [mariage avec Madame [R.S.] , sous peine de faire apparaître une situation de bigamie insupportable à l'ordre public. Bigamie d'autant plus prégnante en l'espèce qu'elle aurait perduré jusqu'en 2012, année de la dissolution du mariage [M.-M.], M. [M.] ayant même (officiellement) cohabité avec Mme [M.] jusqu'à tout le moins fin 2008...*

*Quant à l'éventuel bénéfice du mariage putatif en faveur des enfants nés durant le premier mariage (le mariage anno 1996 avec Mme [R.S.]), il ne pourrait jouer qu'en présence d'un mariage qui a " valu " et a été annulé par la suite, mais il ne s'applique pas dans le cas d'un mariage qui n'a tout simplement jamais été reconnu dans l'ordre juridique du for comme en l'espèce. "*

*Dès lors, l'Office des étrangers refuse de reconnaître les effets du mariage conclu entre Monsieur [M.] et Madame [R.]. De même, la filiation de la requérante ne peut être établie sur base de ce mariage car il n'a jamais été reconnu dans l'ordre public belge.*

*Par conséquent, c'est en droit belge que la filiation doit être établie.*

*Considérant que les parents présumés de la requérante n'étaient pas unis par un mariage reconnu par les autorités belges lors de sa naissance. Dès lors, la filiation ne peut être établie sur la base de l'article 315 du code civil belge.*

*Considérant que le dossier administratif ne contient pas de preuve de la reconnaissance de la requérante devant les autorités belges par Monsieur [M.].*

*Dès lors, le lien de filiation n'est pas établi en droit belge et la demande de visa est rejetée.*

*(...)*

*Motivation*

*Références légales: Art. 40 ter*

*Limitations:*

- L'office des étrangers attire votre attention sur le fait que les conditions à remplir dans le cadre d'un regroupement familial sont cumulatives. Étant donné qu'au moins une de ces conditions n'est pas remplie, votre demande de visa est rejetée.*
- L'Office des étrangers n'a pas entièrement vérifié si les autres conditions étaient remplies.*
- En cas de nouvelle demande de visa, cette décision n'empêchera donc pas l'Office des étrangers de vérifier si ces autres conditions sont remplies, ou de lancer toute enquête ou analyse jugée nécessaire.*
- L'Office des étrangers vous invite à vérifier votre dossier avant d'introduire une nouvelle demande. Les conditions à remplir et les documents justificatifs à présenter sont renseignés sur le site de l'Office des étrangers ([www.dofi.fgov.be](http://www.dofi.fgov.be)). »*

*- S'agissant de la seconde requérante :*

*« Décision*

*Résultat: Casa: rejet*

*(...)*

*Commentaire: En date du 20/12/2021 une demande de visa de regroupement familial a été introduite sur base de l'article 40ter de la loi du 15/12/1980 concernant l'accès, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, au nom de Madame [A.] née le [...] /02/2002, de nationalité pakistanaise, en vue de rejoindre en Belgique son prétendu père Monsieur [M.M.] né le [...] /10/1960, de nationalité belge.*

*En date du 30/03/2022 l'Office des Etrangers a rejeté cette demande de visa. Cette décision de rejet a ensuite été annulée par le Conseil du Contentieux des Etrangers en date du 25/10/2022 (arrêt n° 279 291). Il s'impose donc de prendre une nouvelle décision.*

*Afin de prouver le lien de filiation, la requérante a produit un acte de naissance N° [...] dressé le 10/08/2009 au Pakistan par le " Field Office " n°7 Karianwala du Tehsil Council Gujrat (local government n°10502) sur base d'une déclaration de Monsieur [M.]. La requérante est donc née le [...] /02/2009 mais sa naissance n'a été déclarée que le 10/08/2009 par Monsieur [M.] qui était alors belge et marié avec une ressortissante belge, Madame M.M. depuis 1998, jusqu'à leur divorce en 2012.*

Considérant que l'article 62. § 1er de la loi portant le Code de Droit international privé prévoit que l'établissement et la contestation de paternité ou de maternité d'une personne sont régis par le droit de l'Etat dont elle a la nationalité au moment de la naissance de l'enfant ou, si cet établissement résulte d'un acte volontaire, au moment de cet acte.

Or, en l'espèce, l'établissement de l'acte de naissance résulte d'un acte volontaire à savoir une déclaration devant les autorités pakistanaise en date du 10/08/2009. Que le document de légalisation du Consulat Général de Belgique à Islamabad indique en outre que " l'acte de naissance est établi sur base de déclaration tardive ". Or, Monsieur [M.] étant belge depuis le 26/07/2004, c'est donc en droit belge que la filiation doit être établie.

Considérant qu'à l'appui de sa demande, la requérante joint un courrier de son avocat daté du 21/09/2021 dans lequel ce dernier soutient que " l'établissement de l'acte de naissance des enfants n'équivaut pas à l'établissement de la paternité. La paternité de Monsieur [M.] à l'égard de ses enfants était établie dès leur naissance, sur base de son mariage avec Madame [R.]. Monsieur [M.] n'a accompli aucun acte postérieurement à la naissance de ses enfants pour établir sa paternité. L'avocat de la requérante ajoute que " ce second mariage (avec la ressortissante belge Mme M.M.), n'a pas pour effet d'invalider le premier mariage de Monsieur [M.] avec Madame [R.], célébré dans le respect du droit pakistanais (article 46 Codip). Il n'a pas non plus pour effet d'invalider la filiation établie sur base du mariage de Monsieur [M.] avec Madame [R.].

Considérant qu'en date du 01/08/2022 le Parquet de Bruxelles a rendu un avis négatif quant à la reconnaissance du mariage conclu en 1996 au Pakistan avec Madame [R.] (référence Parquet [...]). Le Parquet du Procureur du Roi de Bruxelles a estimé que le mariage de Monsieur [M.] et Madame M.M entre 1998 et 2012 s'opposait à la reconnaissance du mariage conclu avec Madame [R.] en 1996, bien que ce dernier soit antérieur, contredisant ainsi l'argument avancé par l'avocat de la requérante dans ledit courrier du 21/09/2021. Le premier substitut du Procureur précise dans cet avis que :

" J'estime que l'existence de ce dernier mariage anno 1998 [avec Madame M.M.] , dissous en Belgique même (Gand), jamais annulé et jusqu'alors seul connu dans l'ordre juridique belge - où il a d'ailleurs valu son titre d'établissement à M. [M.] -, s'oppose à la reconnaissance rétrospective d'un quelconque mariage étranger " concurrent ", fût-il même antérieur [mariage avec Madame [R.S.]], sous peine défaire apparaître une situation de bigamie insupportable à l'ordre public. Bigamie d'autant plus prégnante en l'espèce qu'elle aurait perduré jusqu'en 2012, année de la dissolution du mariage [M.M.], M. [M.] ayant même (officiellement) cohabité avec Mme [M.] jusqu'à tout le moins fin 2008...

Quant à l'éventuel bénéfice du mariage putatif en faveur des enfants nés durant le premier mariage (le mariage anno 1996 avec Mme [R.S.]), il ne pourrait jouer qu'en présence d'un mariage qui a " valu " et a été annulé par la suite, mais il ne s'applique pas dans le cas d'un mariage qui n'a tout simplement jamais été reconnu dans l'ordre juridique du for comme en l'espèce. "

Dès lors, l'Office des étrangers refuse de reconnaître les effets du mariage conclu entre Monsieur [M.] et Madame [R.]. De même, la filiation de la requérante ne peut être établie sur base de ce mariage car il n'a jamais été reconnu dans l'ordre public belge.

Par conséquent, c'est en droit belge que la filiation doit être établie.

Considérant que les parents présumés de la requérante n'étaient pas unis par un mariage reconnu par les autorités belges lors de sa naissance. Dès lors, la filiation ne peut être établie sur la base de l'article 315 du code civil belge.

Considérant que le dossier administratif ne contient pas de preuve de la reconnaissance de la requérante devant les autorités belges par Monsieur [M.].

Dès lors, le lien de filiation n'est pas établi en droit belge et la demande de visa est rejetée.

(...)

Motivation

Références légales: Art. 40 ter

Limitations:

- *L'office des étrangers attire votre attention sur le fait que les conditions à remplir dans le cadre d'un regroupement familial sont cumulatives. Étant donné qu'au moins une de ces conditions n'est pas remplie, votre demande de visa est rejetée.*
- *L'Office des étrangers n'a pas entièrement vérifié si les autres conditions étaient remplies.*
- *En cas de nouvelle demande de visa, cette décision n'empêchera donc pas l'Office des étrangers de vérifier si ces autres conditions sont remplies, ou de lancer toute enquête ou analyse jugée nécessaire.*
- *L'Office des étrangers vous invite à vérifier votre dossier avant d'introduire une nouvelle demande. Les conditions à remplir et les documents justificatifs à présenter sont renseignés sur le site de l'Office des étrangers ([www.dofi.fgov.be](http://www.dofi.fgov.be)). »*

## 2. Procédure

Conformément à l'article 39/81, alinéa 7, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980), le Conseil « statue sur la base du mémoire de synthèse sauf en ce qui concerne la recevabilité du recours et des moyens ».

## 3. Examen du moyen d'annulation.

3.1. La partie requérante prend, notamment, un second moyen tiré de la violation des articles 40ter et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980), des articles 18, 21 et 27 du Code de droit international privé, des articles 201 et 202 du Code civil, de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme (ci-après : la CEDH), et des principes de bonne administration dont le devoir de soin et de minutie.

Relevant que la partie défenderesse fait reposer la décision entreprise sur l'avis du Procureur du Roi du 1.8.2022, la partie requérante relève qu'« il ressort, en substance, de cet avis que le mariage conclu par Monsieur [M.] en France en 1998 fait obstacle à la reconnaissance du mariage préalable de Monsieur [M.] avec Madame [R.] (la mère des enfants) « fût-il même ultérieur (...), sous peine de faire apparaître une situation de bigamie insupportable à l'ordre public », » et que « le Procureur du Roi écarte le bénéfice du « mariage putatif », qui ne « ne pourrait jouer qu'en présence d'un mariage qui a valu et a été annulé par la suite, mais (qui) ne s'applique pas dans le cas d'un mariage qui n'a tout simplement jamais été reconnu dans l'ordre juridique du for comme en l'espèce ».

Dans une première branche, la partie requérante reproche à la partie défenderesse «, qui fait reposer sa décision du 24.1.2023 sur un avis du procureur du Roi du 1.8.2022, [de] ne [pas] répondre à l'actualisation envoyée par les requérants le 5.1.2023, ni dans la forme (cette actualisation n'est pas mentionnée dans la décision entreprise), ni sur le fond » et reproduit le courriel en question. Elle fait valoir que « si l'avis du Procureur du Roi aborde la théorie du mariage putatif (voir ci-après), la décision entreprise n'est pas motivée quant à l'application de la clause d'exception prévue par l'article 19 du Codip, quant à la notion d'ordre public atténué (s'agissant de reconnaître une relation juridique, et non de la constituer), quant à la demande de test ADN, et quant à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle relatif aux effets de mariages polygames en matière de filiation ». Elle en conclut que « la décision n'est pas valablement motivée, les requérantes restant sans comprendre pourquoi les motifs avancés dans leur courriel du 5.1.2023 ne permettent pas de considérer leur filiation comme établie, le cas échéant en conditionnant l'octroi du visa à la réalisation d'un test ADN ».

La partie requérante prend, également un premier moyen tiré de la violation des articles 40ter et 62 de la loi du 15 décembre 1980, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991, des articles 3, 19, 27 et 62 du Code de droit international privé, de l'article 44 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : l'arrêté royal du 8 octobre 1981), de l'article 8 de la CEDH ainsi que des principes de bonne administration dont le devoir de soin et de minutie.

La partie requérante développe, entre autres, une première branche dans laquelle elle fait valoir que « Monsieur [M.] a une double nationalité : il est pakistanais de naissance, et belge depuis le 26.7.2004 », que « [A.] est née le [...].2.2002 et [I.] le [...].11.2003, alors que leur père était uniquement pakistanais » et que « leur acte de naissance n'a été établi que le 10.8.2009, alors que Monsieur [M.] était belgo-pakistanaï ». Reproduisant le prescrit de l'article 62 du Code de droit international privé, la partie requérante soutient que « C'est donc le droit de la nationalité de Monsieur [M.] qui est applicable » en ce que « [la] filiation [des requérantes] est établie depuis leur naissance sur base du mariage entre leurs parents », que « A la date de leur naissance, soit le [...].2.2002 et le [...].11.2003, Monsieur [M.] était pakistanais uniquement », « La partie [défenderesse] confond, dans la décision entreprise, l'établissement de l'acte de naissance (instrumentum) et l'établissement de la filiation », et qu'« Il en résulte que la décision entreprise n'est pas valablement motivée,

en violation des articles 40ter et 62 de la loi du 15.12.1980, des articles 2 et 3 de la loi du 29.7.1991, de l'article 62 du Code et des principes de bonne administration.»

Elle ajoute que « L'enregistrement tardif des naissances au Pakistan est une réalité qui n'influence pas le moment d'établissement de la filiation », que « L'article 4 du National Registration Act 1973 impose le principe de l'enregistrement des citoyens pakistanais », que « Le citoyen de moins de 18 ans est enregistré par un de ses parents (article 4-b). L'article 4 des National Registration Rules 1975 précise que la demande d'enregistrement d'un nouveau-né doit être réalisée dans les 60 jours de la naissance de l'enfant », que « L'article 11 du National Registration Act 1973 prévoit une amende et/ou une peine d'emprisonnement en cas de défaut d'enregistrement, si ce défaut n'est pas justifié par une «cause raisonnable». En pratique, aucune sanction n'est toutefois imposée en cas d'enregistrement tardif dans la mesure où ce retard est raisonnablement expliqué », et que « Les structures étatiques permettant l'enregistrement des enfants sont en effet peu nombreuses et difficilement accessibles. Le faible taux d'enregistrement des naissances est connu des autorités pakistanaises et des ONG, et plusieurs programmes d'envergure ont été lancés afin de remédier aux lacunes constatées. Dans la province de résidence des requérantes, seules 57,8 % des naissances étaient enregistrées en 2017-2018, avec de fortes disparités en fonction de la classe sociale des familles concernées (le taux d'enregistrement des enfants au Pakistan dans les familles les plus pauvres est de 9,3 %).».

Dans le second moyen, la partie requérante relève également que « La partie [défenderesse] fait reposer la décision entreprise sur l'avis du Procureur du Roi du 1.8.2022. », qu'« Il ressort, en substance, de cet avis que le mariage conclu par Monsieur [M.] en France en 1998 fait obstacle à la reconnaissance du mariage préalable de Monsieur [M.] avec Madame [R.] (la mère des enfants) « fût-il même antérieur (...), sous peine de faire apparaître une situation de bigamie insupportable à l'ordre public ». », et que « Le Procureur du Roi écarte le bénéfice du « mariage putatif », qui ne « ne pourrait jouer qu'en présence d'un mariage qui a valu et a été annulé par la suite, mais (qui) ne s'applique pas dans le cas d'un mariage qui n'a tout simplement jamais été reconnu dans l'ordre juridique du for comme en l'espèce ». ». A cet égard, la partie requérante développe une deuxième branche dans laquelle elle fait valoir qu'« En se référant à l'avis du Procureur du Roi du 1.8.2022, la partie [défenderesse] s'en approprie les motifs », qu'« Elle estime que les enfants ne peuvent bénéficier du mariage putatif en raison du fait que le mariage de leurs parents n'a jamais été reconnu dans l'ordre juridique du for, ce qui constituerait une condition nécessaire à l'application de la théorie du mariage putatif », alors qu'il n'en est rien. Reproduisant des articles 201 et 202 de l'ancien Code civil belge, elle soutient qu'« Aucune de ces dispositions, qui traduisent la théorie du mariage putatif, n'imposent la reconnaissance préalable du mariage incriminé dans l'ordre juridique du for », que « La jurisprudence confirme que cette reconnaissance n'est pas un préalable à l'application de l'article 201 du Code, dont l'époux peut revendiquer le bénéfice en ce compris si son mariage est « inexistant » (parce que, par exemple, la personne qui l'a célébré était incompétente) et n'a, par hypothèse, pas pu être reconnu ». Elle en conclut que « la partie [défenderesse] estime que le mariage des parents des requérantes est nul dans l'ordre juridique belge », qu'« Elle ne pouvait priver les requérantes du bénéfice de la théorie du mariage putatif au motif que ledit mariage « n'a tout simplement jamais été reconnu dans l'ordre juridique du for comme en l'espèce », sans méconnaître les articles 201 et 202 de l'ancien Code civil et les articles 2 et 3 de la loi du 29.7.1991», en telle sorte que « La décision entreprise repose sur une erreur de droit, et doit être annulée. ». Dans une troisième branche, la partie requérante relève que « La partie [défenderesse], après avoir reproduit l'avis du Procureur du Roi, lie la question de reconnaissance en Belgique du mariage entre Monsieur [M.] et Madame [R.] qui ferait « apparaître une situation de bigamie insupportable à l'ordre public » à celle de la reconnaissance de la filiation des enfants du couple » alors que « en présence de mariages polygames, certains effets, dont la filiation, sont reconnus dans l'ordre juridique belge », que « La reconnaissance des mariages polygames, et des conséquences qui en découlent, a fait l'objet de nombreuses contributions doctrinales, et de développements jurisprudentiels ». Elle ajoute qu'« Il est par ailleurs acquis que les enfants issus de mariages polygames peuvent bénéficier du regroupement familial avec leur auteur polygame (ce qui implique, au préalable, que leur filiation est reconnue) », que « L'article 10 81°, alinéa 2 de la loi du 15.12.1980, exclut uniquement du bénéfice du regroupement familial le « conjoint d'un étranger polygame lorsqu'un autre conjoint de celui-ci séjourne déjà dans le Royaume », mais pas les enfants nés de mariages polygames » et que « La Cour constitutionnelle a réaffirmé, dans un arrêt n°95/2008 du 26.6.2008, que le droit à la vie familiale d'un enfant ne peut dépendre du lien conjugal de ses parents. ». Reproduisant un extrait de cet arrêt, elle fait valoir que « Il résulte de ce qui précède que les enfants issus de mariages polygames peuvent solliciter un regroupement familial à l'égard de leur auteur doublement marié. » et qu'« En d'autres termes, la partie adverse reconnaît la filiation issue d'une union polygame, à même de fonder un droit au séjour » en telle sorte que « La partie [défenderesse] ne peut, dans ce cadre juridique, affirmer que « la filiation de la requérante ne peut être établie sur base de ce mariage pakistanais car il n'a jamais été reconnu dans l'ordre public belge », en raison du fait que ce mariage, conclu antérieurement, ferait apparaître une bigamie « insupportable à l'ordre public » » et que « Ce faisant, la partie [défenderesse] viole les articles 40ter et 62 de la loi du 15.12.1980, les articles 2 et 3 de la loi du 29.7.1991, et l'article 8 de la Convention, lus avec les articles 10 de la loi du 15.12.1980, les articles 18, 21 et 27 du Codip ».

3.2.1. Sur les deux moyens, ainsi circonscrits, le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 40bis, §2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980, applicable au membre de la famille d'un belge en vertu de l'article 40ter de la même loi :

« Sont considérés comme membres de famille du citoyen de l'Union :

[...]

3° les descendants et les descendants de son conjoint ou partenaire visé au 1° ou 2°, âgés de moins de vingt et un ans ou qui sont à leur charge, qui les accompagnent ou les rejoignent, pour autant que l'étranger rejoint, son conjoint ou le partenaire enregistré visé en ait le droit de garde et, en cas de garde partagée, à la condition que l'autre titulaire du droit de garde ait donné son accord;

[...] »

Par ailleurs, le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité administrative en vertu des diverses dispositions légales doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Sur ce dernier point, le Conseil ajoute que, dans le cadre du contrôle de légalité qu'il est appelé à exercer en présence d'un recours semblable à celui de l'espèce, s'il lui incombe de vérifier si l'autorité n'a pas tenu pour établi des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation (cfr. dans le même sens, RvSt., n°101.624, 7 décembre 2001 et C.E., n°147.344, 6 juillet 2005), il n'est, en revanche, pas compétent pour substituer sa propre appréciation des faits à celle de l'autorité compétente.

3.2.2. En l'espèce, à l'appui de leur demande de visa visée au point 1.1., les requérantes ont, notamment, produit leurs actes de naissance, l'acte de mariage de leurs parents, leurs cartes d'identité et leurs passeports.

A cet égard, le premier acte attaqué est fondé sur les motifs et constats selon lesquels « le lien de filiation n'est pas établi en droit belge et la demande de visa est rejetée. » dès lors que « Afin de prouver le lien de filiation, la requérante a produit un acte de naissance N° [...] dressé le 10/08/2009 au Pakistan par le " Field Office " n°7 Karianwala du Tehsil Council Gujrat (local government n°10502) sur base d'une déclaration de Monsieur [M.]. La requérante est donc née le [...] /11/2003 mais sa naissance n'a été déclarée que le 10/08/2009 par Monsieur [M.] qui était alors belge et marié avec une ressortissante belge, Madame M.M. depuis 1998, jusqu'à leur divorce en 2012.

Considérant que l'article 62. § 1er de la loi portant le Code de Droit international privé prévoit que l'établissement et la contestation de paternité ou de maternité d'une personne sont régis par le droit de l'Etat dont elle a la nationalité au moment de la naissance de l'enfant ou, si cet établissement résulte d'un acte volontaire, au moment de cet acte.

Or, en l'espèce, l'établissement de l'acte de naissance résulte d'un acte volontaire à savoir une déclaration devant les autorités pakistanaise en date du 10/08/2009. Que le document de légalisation du Consulat Général de Belgique à Islamabad indique en outre que " l'acte de naissance est établi sur base de déclaration tardive ". Or, Monsieur [M.] étant belge depuis le 26/07/2004, c'est donc en droit belge que la filiation doit être établie », qu'« à l'appui de sa demande, la requérante joint un courrier de son avocat daté du 21/09/2021 dans lequel ce dernier soutient que " l'établissement de l'acte de naissance des enfants n'équivaut pas à l'établissement de la paternité. La paternité de Monsieur [M.] à l'égard de ses enfants était établie dès leur naissance, sur base de son mariage avec Madame [R.]. Monsieur [M.] n'a accompli aucun acte postérieurement à la naissance de ses enfants pour établir sa paternité. L'avocat de la requérante ajoute que " ce second mariage (avec la ressortissante belge Mme M.M.), n'a pas pour effet d'invalidier le premier mariage de Monsieur [M.] avec Madame [R.], célébré dans le respect du droit pakistanaise (article 46 Codip). Il n'a pas non plus pour effet d'invalidier la filiation établie sur base du mariage de Monsieur [M.] avec Madame [R.].

Considérant qu'en date du 01/08/2022 le Parquet de Bruxelles a rendu un avis négatif quant à la reconnaissance du mariage conclu en 1996 au Pakistan avec Madame [R.] (référence Parquet [...]). Le Parquet du Procureur du Roi de Bruxelles a estimé que le mariage de Monsieur [M.] et Madame M.M entre 1998 et 2012 s'opposait à la reconnaissance du mariage conclu avec Madame [R.] en 1996, bien que ce dernier soit antérieur, contredisant ainsi l'argument avancé par l'avocat de la requérante dans ledit courrier du 21/09/2021. Le premier substitut du Procureur précise dans cet avis que :

" J'estime que l'existence de ce dernier mariage anno 1998 [avec Madame M.M.] , dissous en Belgique même (Gand), jamais annulé et jusqu'alors seul connu dans l'ordre juridique belge - où il a d'ailleurs valu son titre d'établissement à M. [M.] -, s'oppose à la reconnaissance rétrospective d'un quelconque mariage étranger " concurrent ", fût-il même antérieur [mariage avec Madame [R.S.]] , sous peine de faire apparaître une situation de bigamie insupportable à l'ordre public. Bigamie d'autant plus prégnante en l'espèce qu'elle

*aurait perduré jusqu'en 2012, année de la dissolution du mariage [M.M.], M. [M.] ayant même (officiellement) cohabité avec Mme [M.] jusqu'à tout le moins fin 2008...Quant à l'éventuel bénéfice du mariage putatif en faveur des enfants nés durant le premier mariage (le mariage anno 1996 avec Mme [R.S.]), il ne pourrait jouer qu'en présence d'un mariage qui a "valu" et a été annulé par la suite, mais il ne s'applique pas dans le cas d'un mariage qui n'a tout simplement jamais été reconnu dans l'ordre juridique du for comme en l'espèce.*

*Dès lors, l'Office des étrangers refuse de reconnaître les effets du mariage conclu entre Monsieur [M.] et Madame [R.]. De même, la filiation de la requérante ne peut être établie sur base de ce mariage car il n'a jamais été reconnu dans l'ordre public belge » et que, dès lors, « c'est en droit belge que la filiation doit être établie. Considérant que les parents présumés de la requérante n'étaient pas unis par un mariage reconnu par les autorités belges lors de sa naissance. Dès lors la filiation ne peut être établie sur base de l'article 315 du Code civil belge. Considérant que le dossier administratif ne contient pas de preuve de reconnaissance de la requérante devant les autorités belges par Monsieur [M.] » (le Conseil souligne).*

Le second acte attaqué est fondé sur des motifs et constats identiques relatifs à la situation de la seconde requérante.

3.2.3.1. D'emblée, en ce que la partie défenderesse soulève l'irrecevabilité du recours en ce que « les critiques formulées par la requérante portent, en réalité, sur les motifs pour lesquels la partie défenderesse refuse de reconnaître la déclaration de reconnaissance de la partie requérante par le regroupant », que « l'objet réel des moyens est donc le refus de reconnaître les effets de l'acte de naissance établi le 10 août 2009 », que « conformément à l'article 27, §1er, alinéa 4, de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé, un recours est ouvert devant le Tribunal de la famille pour ce type de contestation » en telle sorte que « [le] Conseil [de céans] est sans juridiction pour connaître de ce contentieux », le Conseil rappelle qu'il est, en effet, une juridiction administrative instituée en application de l'article 146 de la Constitution. Il souligne que l'article 144 de la Constitution dispose que les contestations qui ont pour objet des droits civils sont exclusivement du ressort des cours et tribunaux, et que l'article 145 de la Constitution dispose quant à lui que les contestations qui ont pour objet des droits politiques sont du ressort des cours et des tribunaux, sauf les exceptions établies par la loi.

La nature du droit sur lequel porte le litige est dès lors essentielle pour opérer la distinction entre d'une part, la compétence exclusive des cours et des tribunaux concernant les contestations relatives à des droits civils, et d'autre part, leur compétence de principe concernant les contestations relatives à des droits politiques, à laquelle le législateur peut déroger (M. LEROY, Contentieux administratif, Bruxelles, Bruylant, 2008, 86).

Le législateur a fait application de la possibilité lui offerte par l'article 145 de la Constitution de confier à la juridiction administrative qu'est le Conseil de céans, le contentieux relatif aux lois sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'Etat et créant le Conseil du contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. Parl. Chambre, sess. 2005-2006, n° 51K2479/001, 91).

L'article 39/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980) dispose ainsi que : « *Le Conseil est une juridiction administrative, seule compétente pour connaître des recours introduits à l'encontre de décisions individuelles prises en application des lois sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.* ».

L'article 39/2, § 2, de la même loi, précise en outre que le Conseil, lorsqu'il statue en annulation, se prononce sur les recours pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. Il s'ensuit que la compétence du Conseil en tant que juge d'annulation, se limite à vérifier si aucune règle de droit objectif, *sensu lato*, n'a été méconnue par la décision prise dans le cadre de la loi du 15 décembre 1980. Aussi, il n'appartient pas au Conseil de se prononcer sur l'opportunité d'un acte administratif. Si l'acte attaqué viole une norme dudit droit objectif, il peut être annulé et l'autorité administrative doit réexaminer la demande en prenant en considération la violation du droit objectif, telle qu'elle a été constatée par le Conseil.

Il résulte de ce qui précède que le Conseil a, en principe, un pouvoir de juridiction pour, dans les limites précitées, statuer sur la légalité de la décision attaquée. Toutefois, cela ne signifie pas que le Conseil, dans le cadre de l'examen de son pouvoir de juridiction, est lié par l'objet tel que qualifié dans le recours (*petitum*). La circonstance que la partie requérante sollicite l'annulation d'une décision prise en vertu de la loi du 15 décembre 1980 n'implique en effet pas *de facto* que le Conseil dispose de la compétence juridictionnelle pour ce faire (cfr. J. VELU, conclusion sous Cass. 10 avril 1987, Arr. Cass. 1986-87, 1046). Le Conseil doit ainsi analyser la cause d'annulation invoquée dans le moyen (*causa petendi*), et ce afin de vérifier si l'objet réel et direct du recours n'excède pas son pouvoir de juridiction (Cass. 27 novembre 1952, Pas. 1953, I, 184; C.HUBERLANT, « *Le Conseil d'Etat et la compétence générale du pouvoir judiciaire établie par les articles 92 et 93 de la Constitution* », J.T., 1960, 79; J. SALMON, *Le Conseil d'Etat*, Bruxelles, Bruylant, 1994, 249; C. BERX, *Rechtsbescherming van de burger tegen de overheid*, Anvers, Intersentia, 2000, 140 et 141).



Le Conseil est, partant, sans juridiction pour connaître des contestations qui porteraient sur des droits civils ou encore pour connaître des contestations qui portent sur des droits politiques que le législateur ne lui a pas expressément attribuées.

De même, le Conseil ne peut pas connaître d'un recours ou d'un moyen dont l'objet réel et direct est de l'amener à se prononcer sur de telles contestations. La répartition de compétences entre les cours et les tribunaux et le Conseil peut avoir pour conséquence que différentes questions juridiques afférentes à un seul et même acte peuvent être soumises à l'appréciation de différents juges. Le Conseil disposant exclusivement des compétences lui attribuées, celles-ci doivent être interprétées de manière restrictive en manière telle que la partie requérante peut être confrontée à l'inconvénient de devoir saisir plusieurs juridictions. La répartition de la juridiction précitée peut également impliquer que dans l'hypothèse où deux décisions seraient prises dans un seul « *instrumentum* », une stricte distinction doit être opérée entre ces deux décisions (dans le même sens, arrêt du Conseil n°39 687, rendu en assemblée générale, le 2 mars 2010).

3.2.3.2. En l'espèce, le Conseil est saisi d'un recours en annulation de décisions de refus de visa de regroupement familial, prises en application de la loi du 15 décembre 1980.

La motivation de ces décisions repose sur un développement factuel qui est explicitement articulé au regard de l'article 62 du Code de droit international privé, la partie défenderesse estimant, en substance, que c'est en droit belge que la filiation des requérantes devait être établie. La partie défenderesse refuse de reconnaître en Belgique les actes de naissance pakistanais des requérantes, les effets du mariage conclu entre Monsieur [M.] et Madame [R.] (et, par ailleurs, le bénéfice d'un mariage putatif en faveur des requérantes, enfants nés durant ce mariage). Elle conclut que les liens de filiation ne sont pas établis en droit belge.

Il appert dès lors qu'en l'occurrence, l'acte attaqué repose sur une décision préalable de refus de reconnaissance d'actes authentiques étranger, sur lequel le pouvoir de juridiction du Conseil ne peut s'exercer conformément à l'enseignement qui vient d'être exposé supra, le tribunal de première instance étant seul compétent pour se prononcer quant à ce. Cependant, le Conseil observe que les éléments développés à cet égard par la partie requérante dans ses moyens ne visent pas à amener le Conseil à se prononcer sur la reconnaissance des actes de naissance des requérantes mais soulèvent des irrégularités substantielles dans la motivation des décisions entreprises. En effet, la partie requérante dénonce, notamment, une erreur de droit et la violation des articles 40ter et 62 de la loi du 15 décembre 1980, ainsi que des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991.

Partant, le Conseil estime être compétent pour connaître des moyens, en ce qu'il ressort de l'argumentaire y exposé que la partie requérante entend contester les irrégularités substantielles dans les décisions entreprises dans le cadre du contrôle de légalité organisé par l'article 39/2 de la loi du 15 décembre 1980.

3.2.4.1. En l'occurrence, le Conseil observe que, dans le cadre de la demande de visa des requérantes, leur conseil a envoyé un courrier, daté du 5 janvier 2023 et annexé au mémoire de synthèse, dans lequel il a, notamment, fait valoir ce qui suit : « L'Office faisait reposer le refus de visa des enfants sur des doutes émis quant à l'établissement de la filiation à l'égard de leur père. Plus précisément, dès lors que Monsieur [M.] est belge depuis le 26.7.2004, l'Office soutient que c'est en droit belge que la filiation doit être établie, via une déclaration de reconnaissance de l'enfant devant l'OEC de Molenbeek-Saint-Jean.

Cette lecture ne peut être suivie :

- D'une part, la clause d'exception prévue à l'article 19 du Codip permet de retenir, comme droit applicable, le droit pakistanais – la situation n'ayant qu'un lien très faible avec la Belgique, en comparaison avec son ancrage au Pakistan.

- D'autre part, il s'agit de reconnaître une relation juridique, et non la constituer, de sorte que l'ordre public doit recevoir un effet atténué. La filiation des enfants ressorts de plusieurs documents authentiques pakistanais, en ce compris leur passeport, dont l'authenticité n'est plus discutée. » et que « Si l'Office devait écarter les actes de naissance produits (quod non), encore faudrait-il prendre en considération les autres documents versés à la demande de visa, comme autant « autres preuves valables » du lieu de filiation au sens de l'article 44 de l'arrêté royal du 8.10.1981. Mes clients se tiennent par ailleurs à la disposition de l'Office si des tests ADN devaient être ordonnés » et que « enfin, ce motif n'est pas explicitement mentionné dans les décisions de refus de visa adoptées à l'égard des enfants, mais il imprègne le dossier : Monsieur [M.] a contracté, en France, un mariage bigame, postérieur à celui conclu avec Madame [R.]. A cet égard, tant la Cour constitutionnelle (n°95/2008 du 26.6.2008) que la Cour de cassation (arrêt S.10.0031.F/1 du 14.2.2011) ont jugé que « la mariage polygamique n'est pas reconnu dans l'ordre juridique belge. Toutefois, à supposer cette union valide au regard des dispositions de droit étranger, certains des effets du mariage sont néanmoins considérés comme admissibles et, par voie de conséquence, susceptible d'être reconnus en Belgique, tels l'établissement de la filiation à l'égard des enfants issus de l'union » (au terme de la Cour constitutionnelle). La doctrine se rallie à cette approche pragmatique du mariage bigame, qui permet de sauvegarder l'intérêt supérieur des enfants qui ne peuvent être victimes de discrimination sur base du statu marital de leurs parents (voir, notamment, G. MATHIEU, A.ROLAND et R.HAZEE, « le droit international privé belge de la filiation biologique », in Manuel pratique de la filiation, Bruxelles, Kluwer, 2015, pp. 273 et 275 et F. RIGAUX et M. FALLON, Droit international privé, Bruxelles, Larcier, 2005, p. 322) ».

3.2.4.2. Or, il convient de constater qu'il ne ressort nullement de la motivation des décisions attaquées que la partie défenderesse a pris en considération les éléments du courriel rappelés ci-avant. Le Conseil observe que cette dernière aurait pourtant dû en avoir connaissance au moment de l'examen de la demande de visa des requérantes ayant donné lieu à l'adoption des actes attaqués et renvoie à cet égard au point 3.3. Dès lors, et sans examiner plus avant le bien-fondé desdits éléments, le Conseil constate que la partie défenderesse a manqué à son obligation de motivation, rappelée *supra* au point 3.2.1. du présent arrêt.

3.3. S'agissant de l'argumentation de la partie défenderesse, développée en termes de note d'observations, selon laquelle « quant à l'actualisation du 5 janvier 2023, celle-ci ne figure nullement au dossier administratif. Il ne saurait être reproché à la partie défenderesse de ne pas y avoir répondu. Les éléments invoqués par la partie requérante en termes de requête n'ayant jamais été portés à la connaissance de la partie défenderesse, celle-ci n'a pu en tenir compte et il est de jurisprudence constante que de tels éléments ne sauraient être pris en compte dans le cadre du contrôle de légalité, exercé par Votre Conseil, pour l'exercice duquel il y a lieu de « se replacer au moment même où l'acte administratif a été pris (...) », il appert que celle-ci n'est pas de nature à renverser les constats précédents.

En effet, le Conseil ne peut que constater que si le courrier ne figure, certes, pas au dossier administratif, l'exemplaire de celui-ci produit par la partie requérante avec son mémoire de synthèse révèle que celui-ci a bien été envoyé en date du 5 janvier 2023, soit antérieurement à la prise des décisions attaquées, de sorte que la partie défenderesse aurait dû le prendre en considération. Par ailleurs, il ressort de l'en-tête dudit courriel qu'il est envoyé en réponse à un précédent mail de sorte que le destinataire ou l'adresse d'envoi de celui-ci ne paraissent pas pouvoir être mis en cause. En tout état de cause, dans la mesure où la partie défenderesse, en termes de plaidoiries, ne fait aucune observation sur cet élément joint en réponse à la note d'observations, le Conseil constate que cette pièce n'est pas contestée et qu'il peut raisonnablement être considéré que la partie défenderesse aurait dû avoir connaissance de cette pièce et s'est abstenue d'y répondre.

3.4. Il résulte de ce qui précède que le second moyen, en ce qu'il est pris de la violation de l'article 62 de et des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991, est fondé et suffit à l'annulation des décisions querellées. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres aspects des moyens qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

3.5.1. Par ailleurs, le Conseil rappelle que, dans la motivation des décisions entreprises, la partie défenderesse estime que « *l'article 62. § 1er de la loi portant le Code de Droit international privé prévoit que l'établissement et la contestation de paternité ou de maternité d'une personne sont régis par le droit de l'Etat dont elle a la nationalité au moment de la naissance de l'enfant ou, si cet établissement résulte d'un acte volontaire, au moment de cet acte* », qu'« *en l'espèce, l'établissement de l'acte de naissance résulte d'un acte volontaire à savoir une déclaration devant les autorités pakistanaise en date du 10/08/2009. Que le document de légalisation du Consulat Général de Belgique à Islamabad indique en outre que " l'acte de naissance est établi sur base de déclaration tardive "*. Or, Monsieur [M.] étant belge depuis le 26/07/2004, c'est donc en droit belge que la filiation doit être établie », que « *les parents présumés de la requérante n'étaient pas unis par un mariage reconnu par les autorités belges lors de sa naissance. Dès lors la filiation ne peut être établie sur base de l'article 315 du code civil belge* » et que « *le dossier administratif ne contient pas de preuve de la reconnaissance de la requérante devant les autorités belges par Monsieur [M.]* » et que, par conséquent, « *le lien de filiation n'est pas établi en droit belge et la demande de visa est rejetée* ».

3.5.2. Or, lors de l'audience du 22 janvier 2025, la partie requérante fait état des arrêts rendus entre-temps par la Cour d'appel de Bruxelles, le 28 septembre 2023. Le Conseil relève qu'il ressort, en substance, desdits arrêts que les actes de naissance des requérantes doivent être reconnus en Belgique. En effet, s'agissant de la première requérante, la Cour d'appel a estimé que « *Contrairement à ce qui a été considéré par l'Office des étrangers, il n'est pas question en l'espèce « d'un acte volontaire » au sens de l'article 62, §1er, alinéa 1er du Code de droit international privé belge, lequel vise les filiations établies sur la base d'une reconnaissance volontaire de paternité ou de maternité* », que « *Comme en Belgique, la naissance d'un enfant doit être déclarée au Pakistan, et même si cette déclaration a été tardive selon l'acte de naissance de Melle [I.] puisqu'elle n'est intervenue qu'en 2009, sa filiation paternelle n'a pas été établie sur base de la reconnaissance volontaire de paternité de M. [M.] qui serait intervenue en 2009, mais conformément à la loi pakistanaise (Qanun-e-Shahadat Order 1984 section 128), en raison du mariage de Monsieur [M.] et de la mère de Melle [I.] à la date de sa naissance* » (le Conseil souligne), et que « *C'est en conséquence à cette date, le [...] novembre 2003, qu'il convient de s'arrêter pour déterminer si l'acte qui constate cette naissance et la filiation paternelle de Mlle [I.] a été établi « conformément au droit applicable » désigné par le Code de droit international privé belge* », que « *Monsieur [M.] était uniquement de nationalité pakistanaise à la naissance de Melle [I.]* », qu'« *il n'a jamais été contesté que M. [M.] était marié à Mme [R.] à cette date et il n'existe aucun motif justifiant de remettre en cause la validité de ce mariage célébré au Pakistan le 25 juin 1996* » et qu'« *ainsi qu'on l'a vu, la filiation paternelle de Melle [I.] a été établie conformément à la loi*

pakistanaise (Quanun-e-Shahadat Order 1984 section 128), en raison du mariage existant à sa naissance entre sa mère et M. [M.M.] ».

Elle relève, par ailleurs, qu' « il est exclu de considérer qu'il pourrait y avoir en l'espèce une fraude à la loi au sens de l'article 18 du Code de droit international privé belge, aux termes duquel [...] En effet, le Code de droit international privé belge désigne la loi pakistanaise et c'est conformément à cette loi que la filiation paternelle de Melle [I.] est constatée sur son acte de naissance » et, s'agissant de l'exception à l'ordre public prévu à l'article 21 du Code de droit international privé belge, que « dès lors que tant en vertu de la loi pakistanaise qu'en vertu de l'article 315 du Code civil belge, l'enfant né pendant le mariage a pour père présumé le mari de la mère, l'on ne peut considérer que l'application de la loi pakistanaise, identique à la loi belge, produirait en l'espèce un effet manifestement incompatible avec l'ordre public internationale belge visé à l'article 21 précité ». Elle précise également que « ce n'est pas la reconnaissance en Belgique du mariage contracté au Pakistan en 1996 par M. [M.] et Mme [R.] qui est demandée, mais la reconnaissance de l'acte de naissance de l'enfant [S.] », qu' « A supposer même qu'il faille tenir compte de la situation matrimoniale de M. [M.] à la date de la naissance de l'enfant, dès lors qu'il ne peut y avoir de bigamie sans un premier mariage valide, ce n'est pas la première union contractée au Pakistan par M. [M.] avec Mme [R.] qui pourrait être considérée comme étant contraire à l'ordre public international belge, mais le second mariage contracté en France en 1998 par M. [M.], alors qu'il était toujours marié avec Mme [R.] » et qu' « en tout état de cause, l'interdiction d'unions polygamique en Belgique ne fait obstacle à la reconnaissance de certains effets de ces mariages dans l'ordre juridique belge, notamment en matière sociale, successorale et alimentaire ou encore par l'octroi de dommages et intérêts dans l'hypothèse du décès accidentel d'un des conjoints. En matière de filiation plus particulièrement, un enfant ne peut être tenu pour responsable de la situation conjugale de ses parents », que « ce principe est notamment consacré par l'article 202 de l'ancien Code civil belge aux termes duquel un mariage déclaré nul continue à produire ses enfants en faveur des enfants du couple « même si aucun des époux n'a été de bonne foi » et qu' « ainsi, la Cour constitutionnelle a été amenée à le préciser lorsque lui a été soumis un recours en annulation à l'application du droit au regroupement familial d'enfants issus d'unions polygamiques ». Elle ajoute qu' « Au demeurant, il ne s'agirait plus actuellement de reconnaître en Belgique les effets d'une bigamie existante, puisque le second mariage de M. [M.] a été dissout par un divorce en 2012, soit il y a plus de dix ans ».

3.5.3. Il n'est pas contesté que ces arrêts constituent des décisions judiciaires coulées en force de choses jugées. Si on ne peut, certes, reprocher à la partie défenderesse de ne pas avoir eu égard à l'enseignement de telles décisions postérieures à la prise des actes attaqués, le Conseil ne peut, cependant, ignorer l'enseignement de ces arrêts et les conséquences qui en découlent pour la présente cause. Il s'agit en effet de jugements déclaratifs, qui de ce fait, ont des effets rétroactifs. En d'autres termes, il convient de considérer que les actes de naissance présentés devaient être considérés comme étant reconnus au moment où les décisions attaquées ont été prises.

Le Conseil relève, à cet égard, qu'à l'audience du 22 janvier 2025, s'agissant des arrêts de la Cour d'appel précités, la partie défenderesse déclare ne pas discuter les nouvelles informations déposées et ne pas avoir d'objections. En outre, elle relève que les actes de naissance ont, en effet, été reconnus par la Cour d'appel. En pareille perspective, le Conseil estime donc, à titre surabondant, que la partie défenderesse n'a pas adéquatement motivé sa décision et commet une erreur manifeste d'appréciation lorsqu'elle conclut que « l'établissement de l'acte de naissance résulte d'un acte volontaire à savoir une déclaration devant les autorités pakistanaise en date du 10/08/2009 » au sens de l'article 62 du Code DIP, et en ce qu'elle considère que le premier mariage de M.M. devait être considéré comme contraire à l'ordre public.

3.5.4. S'agissant de l'argumentation de la partie défenderesse, en termes de note d'observations, relative à la compétence du Conseil de céans, le Conseil renvoie aux développements tenus au point 3.2.3. tenus à cet égard.

3.6. Il résulte de ce qui précède que les deux moyens, tels que circonscrits ci-dessus, sont fondés et suffisent à justifier l'annulation des décisions querellées. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres aspects des moyens qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

## **PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

### **Article unique**

Les décisions de refus de visa, prises le 25 janvier 2023, sont annulées.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le onze février deux mille vingt-cinq par :

N. CHAUDHRY,

présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

E. TREFOIS,

La greffière,

E. TREFOIS

greffière.

La présidente,

N. CHAUDHRY